

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

ÉVRY-COURCOURONNES, le 05/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**CMC ex KMG Chemicals Inc.**

USINE DE LA RACHEE  
91530 Saint-Chéron

Code AIOT : 0006504895

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/08/2023 dans l'établissement CMC ex KMG Chemicals Inc. implanté Usine de la Rachée 91530 Saint-Chéron. L'inspection a été annoncée le 11/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CMC ex KMG Chemicals Inc.
- Usine de la Rachée 91530 Saint-Chéron
- Code AIOT : 0006504895
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société CMC Materials UPC est spécialisée dans le domaine de la production de solutions ammoniacales et d'acides minéraux, la fabrication des composés chimiques tels l'acide sulfurique, nitrique et phosphorique, et des solutions aqueuses comme l'acide chlorhydrique et fluorhydrique. Le site de Saint-Chéron compte deux activités : une activité de production et une plateforme logistique sur la partie CMC. En termes de volumes de production, l'alcool isopropylique est le produit phare ; Saint-Chéron est le seul site en Europe à le produire pour la microélectronique sur la partie « ultra pur ».

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative de l'établissement,
- Suite de la visite d'inspection des 30/06/2022,
- Prescriptions relatives à la prévention de la pollution des eaux et sous sols,
- Prescriptions relatives à la prévention des risques,
- Gestion des déchets,
- Sujet étude de dangers,
- Divers

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, et ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées,
  - les observations éventuelles,
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent



aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	RQ1.3 Suite de la visite 24/06/21	Autre du 24/06/2021, article Obs1.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
5	RQ1.5 Suite de la visite 24/06/21	Autre du 24/06/2021, article Obs1.5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	RQ1.7 Suivi de la qualité des eaux	Autre du 21/11/2021, article Obs 1.7	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Suite visite du 16/05/2022 Système de gestion de la sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Suite visite du 16/05/2022 SGS – Organisation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Suite visite du 16/05/2022 SGS – Organisation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe1.7	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
11	Suite visite du 16/05/2022 SGS – Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe1.1, 1.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Suite visite du 16/05/2022 SGS – Maitrise d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe1.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Suite visite du 16/05/2022 SGS – Surveillance des performance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe1.6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
14	Stockage de liquide inflammable	Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 9	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
26	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 12/12/2001, article 2-3 ChapitreV	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
27	Contrôle des équipements de défense contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/12/2001, article 7.1 Chapitre V	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Conformité de la défense incendie	Autre du 24/06/2021, article NC1.1	/	Sans objet



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	NC 1.2 Suite de la visite 24/06/21	Autre du 24/06/2021, article NC1.2	/	Sans objet
6	RQ3.1 Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/11/2021, article Obs 3.1	/	Sans objet
15	Étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 5-a	/	Sans objet
16	Étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 5-c	/	Sans objet
18	Étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 5-d	/	Sans objet
19	Étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 5-e	/	Sans objet
20	Rétention déportée	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 21-5	/	Sans objet
21	Rétention	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-2-1	/	Sans objet
23	Plan d'inspection des cuves	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	/	Sans objet
28	Etats des stocks	Arrêté Préfectoral du 12/12/2001	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite du site le 01/08/2023 a permis de relever quelques écarts : dépassement du délai de remplacement de flexible pour l'ammoniaque, le dépassement de la date de vérification annuelle des extincteurs, l'incohérence sur l'état informatique des stocks et l'état réel (localisation des produits). L'exploitant a rapidement engagé des actions permettant de lever ces écarts.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 2 : Conformité de la défense incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 24/06/2021, article NC1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité de la défense incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> L'exploitant informera l'inspection de sa position sur la nécessité : <ul style="list-style-type: none"><li>- soit de faire les travaux complémentaires afin de respecter le critère de débit de 180m<sup>3</sup>/h ;</li><li>- soit de formuler une demande justifiée de modifier la prescription de l'article 7.1.15 du chapitre V de l'arrêté préfectoral n°2001-PREF.DCL/0460 du 12 décembre 2001. L'inspection a réalisé une visite du site le 13/02/2023. Lors de cette visite, l'inspection a constaté la présence d'une bache incendie afin de mettre en conformité la défense incendie du site.</li></ul>
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection a constaté que la présence d'une réserve incendie dans une bache souple de 120 m <sup>3</sup> . Cette réserve incendie a été réceptionnée en février 2023 par le SDIS (centre d'Etampes) et en présence de l'inspection des installations classées. Le choix fait par l'exploitant d'installer la bache souple pour constituer la réserve incendie répond à la prescription de l'article 7.1.15 du chapitre V de l'arrêté préfectoral n°2001-PREF.DCL/0460 du 12 décembre 2001.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : NC 1.2 Suite de la visite 24/06/21**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 24/06/2021, article NC1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Inspection externe en exploitation des réservoirs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport de l'inspection externe en exploitation des réservoirs définie au § 6.2 de la DT94. L'exploitant précisera en particulier : <ul style="list-style-type: none"><li>- la liste des contrôles réalisés ainsi que les résultats obtenus,</li><li>- la qualification des inspecteurs,</li><li>- éventuellement la liste des contrôles qui n'auraient pas pu être réalisés accompagnée d'une justification détaillée des difficultés techniques rencontrées.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le plan d'inspection de l'ensemble des cuves du site. Ce plan d'inspection comprend les différents type de visite : <ul style="list-style-type: none"><li>- des visites de routine avec une périodicité annuelle,</li><li>- des inspections externes détaillées, au maximum tous les 5 ans,</li><li>- des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 m<sup>3</sup>, non concerné par le site (volume maximal des cuves 30 m<sup>3</sup>).</li></ul> Le plan part d'un point zéro à la date du 19/07/2021, les visites réalisées sur l'ensemble des cuves ne révèlent aucune observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



N° 4 : RQ1.3 Suite de la visite 24/06/21

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 24/06/2021, article Obs1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Temps de réponse de la chaîne MMR
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> L'exploitant formalisera explicitement dans le rapport de contrôle annuel du système de détection et d'extinction incendie du bâtiment D le respect du temps de réponse (6 à 15 secondes) de la chaîne MMR relative au système de détection.
<b>Constats :</b> L'exploitant confirme que le bâtiment D dispose d'un système de détection et extinction incendie. Les travaux ont été réceptionnés au 2e trimestre 2023. Le système de détection et d'extinction par Inergen a été contrôlé par TYCO en juin 2023. L'exploitant déclare ne pas avoir reçu le rapport du contrôle. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer le temps de réponse (6 à 15 secondes) de la chaîne MMR entre la détection et l'extinction.  L'exploitant devra, lors du prochain contrôle du système de détection et extinction d'incendie prévu au 2ème semestre 2023, déterminer le temps de réponse et transmettre les résultats à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 5 : RQ1.5 Suite de la visite 24/06/21

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 24/06/2021, article Obs1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Test d'étanchéité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport du prochain test d'étanchéité la salle blanche protégée par l'injection de l'Inergen au sein du bâtiment D.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare que le test d'étanchéité de la salle blanche du bâtiment D a été réalisé le 31 mai 2023 et que le rapport de contrôle n'a pas encore été transmis à l'exploitant.  L'exploitant doit transmettre le rapport de contrôle d'étanchéité dès sa réception à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 6 : RQ3.1 Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/11/2021, article Obs 3.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Stockage des produits relevant de la rubrique 4431
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> l'exploitant envisage de stocker sur son site des produits relevant de la rubrique 4431 en quantité inférieure au seuil de classement. L'inspection informe l'exploitant de transmettre, à M. le Préfet de l'Essonne, un dossier de porter à connaissance avec l'ensemble des éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que le projet de stockage des produits relevant de la rubrique 4431 de la nomenclature des installations classées est annulé. Par contre, un projet de stockage des produits déjà présents sur le site provenant du stock de ses clients est à l'étude. En effet certains clients ne disposant pas assez d'espace de stockage souhaitent constituer un stock chez l'exploitant. L'exploitant déclare que ces stocks de produits n'impactent pas sur le régime de classement du site.  L'inspection informe l'exploitant qu'avant la réalisation de ce projet, l'exploitant doit transmettre un dossier de porter à connaissance à Monsieur le Préfet de l'Essonne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



N° 7 : RQ1.7 Suivi de la qualité des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 21/11/2021, article Obs 1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>Compte tenu du résultat du diagnostic complémentaire des sols et du suivi semestriel de la qualité environnementale du site de l'usine de la Rachée, le cabinet BURGEAP préconise les recommandations suivantes : • La réalisation d'un diagnostic complémentaire sur les sols afin de délimiter totalement la zone depollution concentrée présente à l'est du site et la réalisation d'un plan de gestion associé ; • Le maintien de la surveillance environnementale du site (libérer l'accès à l'ouvrage Pz8).</p> <p>L'exploitant va poursuivre la surveillance de la pollution au niveau des eaux souterraines et des gaz du sol et réaliser un diagnostic permettant de délimiter l'étendue de la pollution.</p>
<p><b>Constats :</b> Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant déclare faire intervenir la société BURGEAP pour la surveillance de la pollution des eaux et sous sol.</p> <p>L'exploitant a transmis les résultats des analyses des eaux souterraines, des gaz du sol et de l'air ambiant réalisées en juillet 2022 et janvier 2023.</p> <p>Selon les conclusions de la société BURGEAP, le suivi environnemental du site a mis en évidence les éléments suivants :</p> <p>En juillet 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Impact en COHV et dans une moindre mesure en BTEX dans les eaux souterraines de la nappe alluviale à l'est du site, au droit des ouvrages PA4 et PA6 ;</li> <li>Présence de traces d'hydrocarbures et de COHV dans les eaux superficielles de l'Orge, avec une légère augmentation des concentrations de l'amont vers l'aval du site ;</li> <li>• Impact en COHV dans les gaz des sols en limite du site ;</li> <li>• Impact en hydrocarbures, BTEXN et COHV dans l'air ambiant des bâtiments (B, U, G) et très marqué au droit du bâtiment T. Cette dégradation de la qualité de l'air intérieur trouve en partie son origine dans un impact du sous-sol (sols et eaux souterraines), notamment pour les bâtiments T et G, à l'exception du naphtalène et du trichloroéthylène mesurés au sein des bâtiments U et G.</li> </ul> <p>En janvier 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Impact en COHV dans les eaux souterraines de la nappe alluviale à l'est du site, au droit des ouvrages PA4 et PA6 (aval des bâtiments P et U) ;</li> <li>• Présence de traces d'hydrocarbures et de COHV dans les eaux superficielles de l'Orge, avec une légère augmentation des concentrations de l'amont vers l'aval du site ;</li> <li>• Impact en COHV sous le bâtiment G et en BTEX sous le bâtiment T dans les gaz des sols ;</li> <li>• Impact en hydrocarbures, BTEXN et COHV dans l'air ambiant au droit des bâtiments T et G.</li> </ul> <p>Cette dégradation de la qualité de l'air intérieur trouve en partie son origine dans un impact du sous-sol (sols et eaux souterraines).</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection de la réalisation des analyses des eaux souterraines réalisées au mois de juillet 2023. L'exploitant doit transmettre le rapport d'analyse établi par BURGEAP</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**N° 8 : Suite visite du 16/05/2022 Système de gestion de la sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Système de gestion de la sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> L'inspection relève que l'exploitant met en œuvre au quotidien des pratiques visant à prévenir et maîtriser les risques sur son installation. Cela étant, l'inspection relève que ces pratiques reposent essentiellement sur les personnes. L'inspection soulève le manque de formalisation de l'organisation et des pratiques de l'exploitant visant à garantir un haut niveau de maîtrise des risques.
<b>Constats :</b> <b>Remarque n°1 :</b> Il convient que l'exploitant s'assure que ses pratiques permettent de garantir à tout instant le respect des conditions d'exploitation prévues et couvertes par son étude des dangers. Dans ce cadre il est nécessaire que l'exploitant définisse les équipements et activités sensibles et qu'il y associe les actions permettant d'en garantir la conformité dans le temps.  <b>Remarque n°2 :</b> Il convient que l'exploitant formalise dans son système de gestion de la sécurité les pratiques qu'il met en œuvre au quotidien pour garantir un haut niveau de maîtrise des risques.  <b>Remarque n°3 :</b> L'inspection note que le phénomène dangereux d'incendie au sein de la cellule de stockage d'acide nitrique est exclu dans l'EDD par la mise en place de disposition permettant de supprimer les sources d'ignition. L'inspection constate que l'exploitant n'a pas mis en œuvre de disposition permettant de garantir dans le temps cette exigence. L'exploitant déclare que pour ce compartiment, l'exigence n'est pas l'absence d'ignition mais l'absence de bois qui présente la particularité de s'auto-enflammer en contact avec l'acide nitrique. Il convient que l'exploitant vérifie la pertinence des dispositions prévues dans son étude de danger pour cette cellule de stockage et s'assure que les dispositions nécessaires pour maîtriser les risques soient en place et maintenues dans le temps.  <b>Remarque n° 4 :</b> Il convient que l'exploitant s'assure que son processus de gestion des modifications permette d'identifier et de caractériser l'impact des modifications sur l'EDD et le POI et d'en gérer le cas échéant la mise à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



N° 9 : Suite visite du 16/05/2022 SGS – Organisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS – Organisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Constats : L'inspection constate que l'exploitant dispose de différents documents dont la procédure « acquisition de biens et de services » qui précise les conditions suivant lesquelles une activité peut être sous-traitée. L'inspection relève que les conditions détaillées dans cette procédure sont de nature à prévenir et limiter les risques associés à la présence sur le site d'entreprises extérieures. L'inspection relève que ce document comme l'ensemble des procédures de l'exploitant sont en premier lieu construits pour garantir la « qualité produit » et assurer le maintien de la qualification en tant que fournisseur délivré par leur client.
<b>Constats :</b> Remarque n°5 : Il convient que l'exploitant revoie sa procédure « acquisition de biens et de services » en précisant les activités sensibles qui peuvent être sous-traitées et en définissant les conditions associées nécessaire à la maîtrise des risques, à l'image de ce qui est déjà prévu pour garantir la qualité produit et maintenir la qualification obtenue de ses clients.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 10 : Suite visite du 16/05/2022 SGS – Organisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe1.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS – Organisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Constats : L'inspection constate que l'exploitant dispose de procédures encadrant l'évaluation des sous-traitants. L'inspection relève que cette procédure de l'exploitant est en premier lieu construite pour garantir la « qualité produit » et assurer le maintien de la qualification en tant que fournisseur délivré par leur client.
<b>Constats :</b> Remarque n°6 : Il convient que l'exploitant revoie ses procédures qui encadre l'évaluation de ses sous-traitants en y intégrant les activités sensibles, à l'image de ce qui est déjà en place pour garantir la qualité produit et maintenir la qualification obtenue de ses clients.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



N° 11 : Suite visite du 16/05/2022 SGS –Formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe1.1, I.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS – Formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Constats : L'inspection n'a pas pu constater que l'exploitant sensibilise tout le personnel des entreprises extérieures intervenant sur des activités sensibles à la démarche de progrès continu.
<b>Constats :</b> Remarque n°9 : Il convient que l'exploitant s'assure que les différents documents de cadrage des activités sensibles (plan de prévention, permis de travail, etc.) ou de traçabilité (rapport d'intervention, PV de fin de travaux, etc.) comprennent un encart permettant de systématiser la conscientisation de la démarche de progrès continu essentielle à la démonstration de maîtrise des risques.  Remarque n°10: L'inspection constate que l'exploitant fait reposer sur ses sous-traitants la responsabilité de faire intervenir des personnels compétents sur les tâches sensibles sous-traitées. L'inspection constate que l'exploitant ne vérifie pas les compétences et qualifications des personnels d'entreprises extérieures pour réaliser les tâches sensibles. En conséquence, l'exploitant ne dispose pas d'une organisation lui permettant de garantir la réalisation des tâches sensibles par des personnels disposants des compétences nécessaires pour respecter les règles de l'art de la tâche qui leur est confiée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



N° 12 : Suite visite du 16/05/2022 SGS – Maitrise d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS – Maitrise d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Constats : L'inspection constate que l'exploitant a mis en place plusieurs permis (permis d'accès, permis de feu, etc.) dont l'obtention est incontournable avant la réalisation d'une activité sur le site. Le processus de délivrance de ces permis permet à l'exploitant de vérifier au plus près de l'activité, l'existence du plan de prévention, la validité de l'analyse des risques, la nécessité de permis spéciaux (feu, etc.), les conditions d'exploitation requises pour l'intervention (consignation, shunt, etc.). L'exploitant déclare accompagner systématiquement les intervenants de la société TYCO sur le terrain. L'inspection note que l'exploitant prévoit systématiquement des essais de requalification après une intervention sur le système incendie.
<b>Constats :</b> Remarque n°11 : L'inspection constate sur un exemple que le format du permis de travail utilisé pour tracer cette requalification n'est pas optimale pour assurer que celle-ci soit systématiquement réalisée. Il convient que l'exploitant s'assure que l'organisation et les outils déployés permettent de garantir le caractère systématique de ces essais et d'en enregistrer la réalisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 13 : Suite visite du 16/05/2022 SGS – Surveillance des performance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS – Surveillance des performance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Constats : L'inspection constate que l'exploitant dispose d'un processus permettant d'identifier et d'enregistrer les anomalies remontées par le personnel des entreprises extérieures. L'inspection note que l'exploitant fixe à ses salariés un objectif d'identifier trois anomalies ou propositions d'amélioration dans l'année. Néanmoins, l'inspection constate que ce processus et l'organisation qui en découle ne permet pas d'en garantir le caractère systématique.
<b>Constats :</b> Remarque n°12 : il convient que l'exploitant s'assure que son organisation permette de garantir que la défaillance d'une mesure de prévention soit systématiquement remontée dans le système de suivi du retour d'expérience et fasse systématiquement l'objet d'une enquête permettant d'identifier et d'analyser les causes de cet événement et participe au retour d'expérience.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**N° 14 : Stockage de liquide inflammable**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Opération chargement/déchargement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>Chapitre I</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– une ronde périodique des opérateurs est organisée. Cette ronde est inscrite dans un registre</li> <li>– le flexible de remplissage est contrôlé périodiquement.</li> <li>– une alarme de sécurité de niveau haut entraîne la mise à l'arrêt des transferts de produits : les pompes sont automatiquement arrêtées et une vanne automatique est fermée sur l'alimentation. L'exploitant vérifie le bon fonctionnement des alarmes.</li> <li>– une alarme sonore prévient les opérateurs de tout défaut de mise à la terre lors des opérations de dépotage.</li> </ul> <p>Chapitre II :</p> <p>20°) Le bâtiment D n'est pas destiné au stockage de produits inflammables. La quantité maximale de produits inflammables présente dans ce bâtiment est de 10 m<sup>3</sup>.</p> <p>22°) Le stockage des produits inflammables est interdit dans le bâtiment F. La quantité des produits liquides très toxiques dans les bâtiments E et M limitées à 1 m<sup>3</sup></p> <p><b>Constats :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– L'exploitant affirme qu'une ronde a lieu lors de la prise de poste du personnel de surveillance du site, mais celle-ci n'est pas tracée dans un registre.</li> <li>– L'exploitant déclare que les flexibles de dépotages sont contrôlés visuellement à chaque opération d'empotage. Un contrôle réglementaire est réalisé par une entreprise extérieure (VERITAS) sous une fréquence de 6 ans pour l'alcool isopropylique (IPA), les autres solvants et tous les 3 ans pour la potasse.</li> </ul> <p>L'exploitant a présenté le tableau traçant les périodicités des contrôles des flexibles. L'inspection constate que pour l'IPA et les solvants, le contrôle périodique est correct. Par contre, l'attestation de vérification de flexibles de potasse montre un dépassement de la date de péremption de plus de 6 mois (novembre 2022). Ceci constitue une non-conformité par rapport à l'article 9 de l'arrêté du 03/10/2010.</p> <p>L'exploitant a rapidement réagi, il a transmis le lendemain de la visite une commande signée pour le changement de flexible de potasse.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Concernant le contrôle des alarmes de niveau de sécurité des cuves, l'exploitant déclare que le contrôle de ces alarmes se fait automatiquement dans la procédure de démarrage des activités du jour. Par contre, ce contrôle quotidien n'est pas mentionné dans un registre. L'exploitant confirme que le déclenchement de l'alarme de sécurité niveau haut entraîne un arrêt des pompes et la fermeture automatique de la vanne.</li> </ul> <p>L'exploitant a présenté la procédure de dépotage avec les consignes de sécurité et affirme que tout défaut de mise à la terre lors du dépotage entraîne le déclenchement d'une alarme.</p> <p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– mettre en place un registre des rondes et de le mettre à disposition de l'inspection ;</li> <li>– transmettre les justificatifs de remplacement du flexible de la potasse ;</li> <li>- pouvoir justifier de la réalisation du contrôle des alarmes de niveau haut de sécurité.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**N° 15 : Situation administrative : acquisition de CMC-Materials**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 5-a
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Vente du site CMC-Matériaux : changement d'exploitant et garanties financières à faire
<b>Constats :</b> L'exploitant informe l'inspection du prochain rachat du site, sans changement de Siret, ni de Siren. L'inspection informe l'exploitant que si le rachat ne modifie que le nom de la société et conserve les mêmes informations du registre de commerce, il y aura un simple changement de dénomination qui n'est pas un changement d'exploitant. Par contre s'il y a un changement de Siret, il s'agira d'un changement d'exploitant encadré par arrêté préfectoral complémentaire et une mise en place de nouvelles garanties financières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 16 : Étude de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 5-c
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Révision de l'étude de dangers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Détection et extinction incendie prévues sur l'ensemble du bâtiment D : calendrier de réalisation
<b>Constats :</b> La détection incendie du bâtiment D a été réalisée et la réception a été faite au mois de mai 2023. L'exploitant a procédé à la vérification de cette détection par la société TYCO. Lors de la visite l'exploitant n'était pas en possession du rapport.  L'exploitant transmettra le rapport de contrôle de la détection incendie du bâtiment D.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 18 : Étude de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 5-d
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Révision de l'étude de dangers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Mise en place de la nouvelle unité de purification IPA
<b>Constats :</b> La deuxième ligne de production d'IPA a été mise en place et est fonctionnelle dans le même local et dans les mêmes conditions de fonctionnement que la première.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

# **N° 19 : Étude de dangers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 5-e
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Révision de l'étude de dangers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> EDD Tome I p.90 : la porte coulissante de la cellule F10 a-t-elle bien été murée ?
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare que la porte coulissante a été murée depuis quelque temps. Lors de la visite du site, l'inspection a bien constaté que la porte coulissante de la cellule F10 a été murée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

# **N° 20 : Rétention déportée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 21-5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention déportée
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> « 21-5. Le dispositif d'extinction ainsi que le dispositif de drainage font l'objet d'un examen approfondi périodiquement et d'une maintenance appropriée. En cas de dispositif de drainage actif, celui-ci fait l'objet de tests de fonctionnement périodiques, à une fréquence au moins semestrielle. Les dates et résultats des tests réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les bâtiments de production ou de stockage du site sont sous rétention et il n'y a pas de stockage de produits à l'extérieur. Sur le site il n'y a pas de système de drainage actif. Toutefois, le site dispose d'une rétention permettant de récupérer les eaux circulant sur le site à l'aide d'une pompe située en sortie du séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant a prévu un contrôle de l'ensemble des canalisations du site avant la fin de l'année ; un devis du 21/07/2023, concernant ledit contrôle a été présenté à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



N° 21 : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-2-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> 22-2-1. Les rétentions sont conçues et entretenues pour résister à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.  Elles font l'objet d'une maintenance appropriée. L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation d'un examen visuel courant régulier et d'un examen visuel annuel approfondi.
<b>Constats :</b> Le site dispose d'un bassin de rétention maçonné de 180 m <sup>3</sup> qui est rempli à partir d'une pompe de relevage. Cette rétention est conçue pour résister à la pression statique de l'eau. Lors de la visite, l'exploitant a présenté la procédure W04011 permettant d'encadrer la gestion du bassin de rétention. Le chargé de maintenance s'assure que la disponibilité du bassin soit cohérente avec le volume de rétention nécessaire permettant de recueillir l'ensemble des eaux d'extinction d'incendie. Le bassin dispose d'un repère à partir duquel, le chargé de maintenance peut vider le bassin, dès lors que le pH de l'eau du bassin est conforme à la procédure. Dans le cas où le pH de l'eau du bassin n'est pas conforme, toute l'eau du bassin est évacuée par citerne pour un traitement en tant que déchet dangereux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



N° 23 : Plan d'inspection des cuves

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'inspection
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> 29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.  Ce plan comprend : <ul style="list-style-type: none"><li>- des visites de routine, fréquence: 1 an;</li><li>- des inspections externes détaillées en exploitation, fréquence : 5 ans ;</li><li>- des inspections hors exploitation détaillées, fréquence : 10 ans B.</li></ul> Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le plan d'inspection des cuves élaboré par la société APSYS, dans le cadre du programme de modernisation des installations industrielles (PM2I) relatif aux réservoirs cylindriques aériens verticaux et aux tuyauteries associées.  La visite initiale de l'ensemble des cuves A, B,C,D,E, F et ammoniacque a été faite en juillet 2014, la dernière visite de routine a été faite entre le 21 et le 24/07/2023, par APSYS. L'exploitant est en attente des rapports. L'inspection externe en exploitation a été faite le 19/07/2021 pour un résultat satisfaisant. La visite externe hors exploitation est prévue en juillet 2026 pour l'ensemble des cuves.  L'exploitant déclare que les visites de ses cuves ne concernent que l'extérieur (robe, fixation, ...). En effet, L'exploitant déclare que pour des raisons de pureté du produit et de qualification des cuves, il n'est pas prévu une inspection interne des cuves. Toute défectuosité interne de la cuve est repérée au niveau de la qualité du produit.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 26 : Vérification des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/12/2001, article 2-3 Chapitre V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Un contrôle des installations électriques est effectué au minimum une fois par an, par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées de le rapport de contrôle. Il est remédié à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs.  La mise à la terre suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel.  Le matériel électrique est maintenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.
<b>Constats :</b> L'exploitant informe que le contrôle électrique annuel a été réalisé par l'APAVE du 6 au 8/02/2023. Le rapport de l'APAVE du 16/02/2023 mentionne 99 observations dont certaines déjà présentes dans le rapport de contrôle de 2022. L'exploitant a levé 65 observations et a mis en place des actions afin de lever les observations restantes.  L'exploitant doit lever l'ensemble des observations encore présentes sur le rapport et transmettre les justificatifs à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois



**N° 27 : Contrôle des équipements de défense contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/12/2001, article 7.1 Chapitre V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.  Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.  L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.
<b>Constats :</b> Lors de la visite du site, l'inspection a fait une vérification visuelle des extincteurs pour s'assurer de la réalisation du contrôle annuel prévu ci-dessus et s'est aperçue que les extincteurs présents dans les bâtiments visités ont été contrôlés en juin 2022. Il n'y a donc pas la vérification des extincteurs du site depuis plus d'un an. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la réalisation du contrôle qui devait être fait en fin juin 2023.  Par courriel du 3 août 2023, l'exploitant a transmis la commande signée pour une vérification des extincteurs du site prévue les 10 et 11 août 2023.  L'exploitant doit transmettre le rapport de vérification des extincteurs à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

N° 28 : Etats des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/12/2001
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks dans les bâtiments
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Lors de la visite du site, l'inspection a demandé une impression de l'état des stocks du jour (matières premières et produits). La vérification durant la visite de l'état des stocks de matières ne révèle aucune incohérence par rapport à la gestion informatisée des cuves. Par contre au niveau des produits finis, l'inspection a procédé à un contrôle par sondage, le plan de stockage extrait de la gestion numérique ne correspond pas à la situation réelle dans les bâtiments. Certains produits comburants sont stockés informatiquement dans les bâtiments prévus pour les produits inflammables, vice-versa. Ceci constitue une non-conformité qui ne permet pas d'apporter une information correcte aux services de défense incendie en cas de sinistre.  L'exploitant a rapidement procédé à la mise en cohérence entre le stockage physique et le stockage informatique. Une mise à jour du stockage au niveau du logiciel informatique a été faite et transmise par courriel du 3 août à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet